



**HAL**  
open science

**Exil “ russe ” et politiques européennes des années 1940  
aux années 1980 - Traduction russe “ ”**

**1940–1980- . Modern history of Russia, 2013-1  
p. 94-103**

Sophie Cœuré

► **To cite this version:**

Sophie Cœuré. Exil “ russe ” et politiques européennes des années 1940 aux années 1980 - Traduction russe “ ” 1940–1980- . Modern history of Russia, 2013-1 p. 94-103. L’Europe dans la construction politique et identitaire russe 19ème-21ème siècles, Editions rue d’Ulm, pp.133-144, 2013, 978-2-7288-0492-4. halshs-01967909

**HAL Id: halshs-01967909**

**<https://shs.hal.science/halshs-01967909>**

Submitted on 1 Jan 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Exil « russe » et politiques européennes des années 1940 aux années 1980

Sophie Cœuré

Professeur à l'Université Paris 7 Denis Diderot, Laboratoire Identités cultures territoires (EA 337 CNRS) Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (UMR 8083 CNRS-EHESS).

Sophie.coeure@univ-paris-diderot.fr

Cet article est publié en français dans *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe 19ème-21ème siècles*, sous la direction de Stéphanie Burgaud et Delphine Placidi-Frot, Editions Rue d'Ulm, 2013, p. 133-144.

Traduction russe С. Кёре, «Русское» изгнание и политика стран Европы 1940–1980-х гг., Новейшая история России / Modern history of Russia. 2013. №1, 94-104.

<https://cyberleninka.ru/article/v/russkoe-izgnanie-i-politika-stran-evropy-1940-1980-h-gg>

L'Europe occidentale a connu au XXe siècle cinq vagues de migrations en provenance de l'empire russe et soviétique - les années 1905 (années de révolution mais aussi de pogromes), les années 1917- milieu des années 1920, les années 1940-1945, les années 1970, enfin les années 1990. Par la masse de publications russes ou étrangères, par les fonds d'archives mobilisés, l'émigration dite « antibolchevique » ou « blanche » est incontestablement la mieux connue dans sa dimension politique et culturelle, à telle point qu'elle est généralement nommée la « première émigration ». Est-ce seulement pour des raisons démographiques, liant masse critique, composition ethnique et sociale et évolution des naturalisations, ou ne peut-on pas revenir sur la curieuse impression de la présence ténue, voire de l'absence dans la plupart des synthèses sur les migrations en Europe, d'une émigration « politique » soviétique après 1945 ? Celle-ci rend énigmatique la victoire politique d'une poignée de dissidents, qui est généralement reliée à celle de l'antitotalitarisme, sans qu'on s'attache toujours à clarifier les causalités de l'« effet Soljenitsyne » et de la nouvelle atmosphère politique européenne rendant audible une dénonciation du système soviétique, pourtant répétée en vain depuis les années 1920. Cette contribution souhaite, en s'intéressant à la période des « deuxième » et « troisième » vagues de l'exil russe, contribuer à répondre aux questions suivantes : comment la carte mentale de l'Europe a-t-elle reçu, adapté ou exclu l'action politique de l'émigration en provenance d'URSS, et influé en retour sur celle-ci ? Y a-t-il eu des échanges, des transferts de culture politique entre des partis et des réseaux d'influence anticomunistes, nationaux, européens ou américains et l'émigration ? Au sein de celle-ci, comment le facteur « russe » s'articula-t-il avec la question des nationalités ? Comment, finalement, expliquer ce retournement d'opinion européen des années 1970 ?

## Des émigrations hétérogènes

Se centrer sur les notions d'échange ou de transfert permet de mettre l'accent sur l'évolution dynamique des espaces politiques émigrés, en relation avec les sociétés qui les reçoivent<sup>1</sup>. On sait que l'émigration post-révolutionnaire avait échoué à se constituer en groupe politique susceptible de peser sur les politiques nationales et internationales face à l'Union soviétique, mais que, dans sa composante russe, elle avait réussi à incarner une identité culturelle qui lui avait donné une visibilité bien supérieure à celle des autres nationalités<sup>2</sup>. La deuxième vague de l'émigration d'URSS est celle des « personnes déplacées » - en russe comme en anglais « Di-Pi » - ces civils travailleurs forcés en Allemagne, prisonniers de guerre ou transfuges de l'Armée rouge pour l'armée allemande, qui parviennent à échapper aux rapatriements forcés menés massivement par les Soviétiques avec l'aide des gouvernements ou des forces d'occupation alliés. Il faut y ajouter quelques dizaines de transfuges ayant exercé des responsabilités politiques et militaires, dont le plus connu reste Victor Kravtchenko. Cette seconde génération - 20 à 40 000 en France contre 80 à 100 000 pour ceux qui s'étaient installés dans les années 1920 - formée en Union soviétique apparaît moins armée en politique, idéologiquement comme en termes d'organisation, marquée par l'expérience de la répression stalinienne, accaparée par une survie économique précaire. Dans les années 1950, ce sont toujours les élites de la première émigration qui apparaissent au premier plan et sont par exemple largement sollicitées, on le verra, par les réseaux anticommunistes transnationaux.

Leur formation en URSS unit négativement les émigrés de la deuxième vague dans une certaine méfiance envers les « Blancs » traîtres à la patrie. La génération des années 1920 stigmatise de son côté une acculturation soviétique qui semble éloigner les nouveaux arrivants de la civilisation européenne et déformer leur langue même, ce russe « bolchevisé » dans son orthographe et son vocabulaire. Mais ceux-ci se révèlent de fait bien peu soudés par leur appartenance commune à l'empire soviétique. L'expérience de la Seconde guerre mondiale

---

<sup>1</sup> Cf. récemment Justine Faure, Sandrine Kott (dir.), dossier « Le bloc de l'Est en question », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 1/2011, n° 109 ; Antoine Marès (dir.), *Intellectuels de l'Est exilés en France*, Paris, Institut d'études slaves, 2011.

<sup>2</sup> Pour la France, cf. surtout l'ouvrage de Catherine Gousseff, *L'exil russe, 1920-1939. La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS Editions, 2008, ainsi que Marina Gorboff, *La Russie fantôme: l'émigration russe de 1920 à 1950*, Paris, l'Age d'Homme, 1995. Cf. aussi A. V. Okorokov, *Russkaja Emigratsija. Političeskie, Voennopolitičeskie i Voïnskie Organizatsii 1920-1990 gg*, Moscou, Institut Polititčeskogo i voennogo analiza, 2003, beaucoup plus fourni pour l'entre-deux-guerres. Pour les rares essais de synthèses, cf. Nikita Struve, *Soixante-dix ans d'émigration russe, 1919-1989*, Paris, Fayard, 1996 ; Efim Pivovarov, *Rossiskoe Zarubeje*, Moscou, RGGU, 2008.

creuse la fracture entre Russes et nationalités, par l'arrivée de réfugiés caréliens, lettons, lituaniens, qui quittent les nouvelles Républiques soviétiques, mais aussi par la réalité – présente de manière sous jacente dans l'Europe d'après-guerre construite sur le déni ou la punition de la collaboration – d'un combat anticommuniste et national partagé à un moment ou un autre avec les Nazis, en Ukraine notamment. La haine de l'impérialisme moscovite, l'assimilation du Bolchevik au Russe éclate par exemple à toutes les lignes de la revue publiée par le Bloc antibolcheviste des nations, l'ABN, fondé en 1943 dans les forêts de Jytomir puis basé à Munich, et dominé par les exilés ukrainiens<sup>3</sup>. *A contrario*, les organisations « russes » les plus puissantes, comme le Comité de libération des peuples de Russie fondée par Alexandre Kerenski en Allemagne, ou même la puissante Union nationale des travailleurs et des solidaristes russes, la NTS (*Narodno-trudovoj Sojuz Rossijskih Solidaristov*)<sup>4</sup>, formée de jeunes gens qui refusaient la nostalgie monarchiste et s'étaient pourtant beaucoup appuyés sur les Ukrainiens dans l'entre-deux-guerres, se montrent réticentes à l'intégration des non-Russes à leur combat. Les efforts ponctuels menés pour rapprocher les émigrations soviétique et est-européenne, autour par exemple de la revue polonaise *Kultura* – restent sans lendemains immédiats.

L'exil des années 1960-1970 est souvent caractérisé par sa composante « ethnique » et par des motivations de départ plus socio-économiques que politiques, avec un premier groupe de Soviétiques d'origine allemande rapatriés suite aux accords entre l'URSS et la RDA, et un deuxième groupe de Juifs soviétiques dont le départ de l'URSS dans les années 1970 est largement dû aux pressions américaines<sup>5</sup>. S'y ajoutent de toutes petites communautés de croyants orthodoxes grecs ou pentecôtistes, et les quelques dizaines de dissidents bannis, expulsés ou déchus de leur nationalité à l'occasion d'un voyage à l'étranger. Ces écrivains, savants, intellectuels clairement politisés et engagés avant leur départ dans une relation active avec l'Occident ne constituent pour autant nulle « communauté ». L'interconnaissance - formée à Moscou, Leningrad ou dans les capitales occidentales - de ce que le poète Joseph Brodski nomma ironiquement un « petit cercle (*kružok*) incestueux » exacerbe plutôt les conflits personnels et politiques. Il faut souligner le clivage, porté notamment par Alexandre Soljenitsyne, entre d'un côté les bannis de l'URSS, de l'autre les intellectuels partis

<sup>3</sup> *ABN Correspondance. Feuille d'information mensuelle du bloc antibolcheviste des nations*, 1<sup>er</sup> numéro en 1950 pour la version française.

<sup>4</sup> Cf. Ana Pouvreau, *Une Troisième Voie pour la Russie*, Paris, L'Harmattan, 1996 ; NTS, *Mysl' i delo*, Moscou, POSEV, 2000.

<sup>5</sup> Heinz Fassmann, Rainer Münz, « La migration d'Est en Ouest en Europe (1918-1993) », *Revue européenne de migrations internationales*, Vol. 11, N°3, p. 43-66 ; Pauline Peretz, *Le combat pour les Juifs soviétiques (1953-1989)*, Paris, Armand Colin, 2006.

volontairement et qui ont le plus souvent profité des possibilités offertes aux Juifs de quitter l'URSS. Ces tensions se perpétuent dans l'émigration, alors même que la répression indistincte menée par Brejnev dans les années 1970 entraîne en URSS même un rapprochement entre les partisans d'une réforme intérieure et les activistes juifs du départ vers Israël<sup>6</sup>.

### **Les espaces politiques européens face aux émigrés « russes »**

L'importance des années 1945-1947 ne soit pas être sous-estimée dans la recomposition géopolitique de l'émigration en provenance d'URSS. Avec la présence des camps de DP où se déploie très vite une activité politique et culturelle intense, l'Allemagne - à l'exclusion bien sûr de la zone soviétique puis de la RDA - retrouve le rôle capital qu'elle avait joué dans les années 1920. Une partie des exilés de la deuxième vague quittent cependant l'Allemagne pour la Grande-Bretagne, la France, mais surtout pour les États-Unis, qui deviennent le pôle principal de l'exil russe dans la deuxième moitié du XXe siècle, pour des raisons à la fois économiques et politiques. Presse, correspondances et souvenirs des émigrés - Roman Goul, personnalité intellectuelle de l'émigration quittant Paris pour New York en témoigne parmi d'autres<sup>7</sup> - convergent en effet vers une méfiance envers la perméabilité au communisme et à l'influence soviétique des sociétés européennes, en particulier de la France, avec son puissant parti communiste. Ce sentiment de ne plus trouver de place dans une vie politique largement philosoviétique n'est plus contrebalancé, comme il l'avait été pour partie dans les années 1930, par la solidarité du combat partagé contre l'Allemagne nazie. La sensibilité de la première communauté émigrée blanche, dans sa composante « russe », aux appels du nouveau patriotisme soviétique, qui aurait entraîné selon les sources entre 5 et 10 000 retours de France<sup>8</sup>, renforce le malaise des nouveaux arrivants.

La Guerre froide ouvre en 1947 une période en apparence plus favorable à ceux qui n'ont choisi ni de rentrer, ni de s'installer outre-Atlantique. L'anticommunisme fédère le spectre des partis politiques européens, des droites aux sociaux-démocrates inclus. Les ministères des Affaires étrangères recherchent des interlocuteurs linguistiquement compétents et capables de décrypter le système soviétique, les ministères de l'Intérieur et leurs officines financent les

---

<sup>6</sup> Cf. les notations nombreuses dans Andreï Sakharov, *Mémoires*, Paris, Le Seuil, 1990.

<sup>7</sup> Cf. Roman Goul, *Ja unès Rossiju. Apologija émigracii*, New York, Most, 1981-1984 et ses lettres aux bibliothécaires de la BDIC (Nanterre), archives du Service slave.

<sup>8</sup> N. Struve, *op. cit.*

organisations anticommunistes parmi lesquelles des groupements émigrés<sup>9</sup>. Mais l'image positive des réalisations économiques, sociales et culturelles du régime soviétique, « la force d'intimidation » (François Furet) de la puissance triomphatrice du nazisme, l'antiaméricanisme enfin nuisent à la réception de la deuxième vague d'informations critiques, transmises dans les médias à la faveur des polémiques sur les camps de concentration en URSS<sup>10</sup>. Il faut également souligner que la Guerre froide est le moment où la pérennité du régime soviétique n'est plus guère contestée. Contrairement à la période de l'entre-deux-guerres, rares, même chez les émigrés eux-mêmes, deviennent ceux qui prédisent l'effondrement intérieur prochain de l'empire. Paradoxalement, le moment qui semblait offrir le plus d'opportunités d'action, ou du moins d'écho aux messages des émigrés russes devient aussi celui d'un immobilisme lié à la menace de conflit mondial, à l'absence de relations bilatérales réelles, à la peur des réactions soviétiques. L'échec de l'intégration des partis ukrainien, géorgien, arménien et menchevik dans l'Internationale socialiste en témoigne<sup>11</sup>. L'espoir dans une action internationale concertée, exprimé encore dans les vœux des organisations émigrées à la conférence de Genève en 1955, ne résiste pas à la fixation d'une carte mentale des blocs « Est-Ouest » qui exclut de l'Europe l'Union soviétique, mais aussi, dans une moindre mesure l'Europe soviétisée, au grand dam de ses exilés<sup>12</sup>.

La déstalinisation, la détente ne favorisent pas la prise en compte d'une politique russe, moins encore ukrainienne, caucasienne ou balte, portée par les émigrés. Ceci est particulièrement net en Allemagne fédérale et en France, deux Etats qui mènent désormais une politique pragmatique envers l'URSS, privilégiant les contacts officiels<sup>13</sup>. Le développement des contacts économiques ne facilite pas le financement des organisations émigrées par les milieux patronaux anticommunistes, amorcé dans la période précédente. La fin des années

---

<sup>9</sup> Cf. Bernard Ludwig, « Le Comité européen et international Paix et Liberté. 'Internationale' ou réseau de l'anticommunisme ? (1950-1970) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°20-2004 ; Michel Caillat, Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Stéphanie Roulin (dir.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse – Geschichte(n) des Antikommunismus in der Schweiz*, Genève, Chronos, 2008.

<sup>10</sup> François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste en France au XXe siècle*, Paris, R. Laffont, 1995 ; Marc Lazar, *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002.

<sup>11</sup> Bent Boel, « Transnationalisme social-démocratie et dissidents de l'Est pendant la guerre froide », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 1/2011, n° 109, p. 169-181.

<sup>12</sup> Cf. Josef Laptos, « Le rideau de fer, frontière ou gouffre ? Échafauder un bastion antioccidental en Pologne communiste après 1945 » et Jenny Raflik, « Où s'arrête la communauté atlantique ? Les discours des dirigeants occidentaux sur la frontière Est-Ouest (1948-1954) » in Sophie Cœuré et Sabine Dullin (dir.), *Frontières du communisme. Mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, Paris, La Découverte, 2007.

<sup>13</sup> Thomas Gomart, *Double détente, les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 ; Marie-Pierre Rey, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1971)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991 ; John Van Oudenaeren, *Detente in Europe : The Soviet Union and the West since 1953*, Durham, Duke University Press, 1991, p. 283.

1950 et les années 1960 sont certes marquées par la remise en cause du modèle stalinien, mais l'ébranlement de l'Union soviétique ne semble pas pouvoir se réaliser de l'intérieur. Ce sont la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne qui déterminent les agendas<sup>14</sup>. L'arrivée de l'émigration politique en provenance d'Europe centrale et orientale concurrence en nombre et en audience l'exil russe. Si la scission de l'Europe en deux espaces antagonistes est alors contestée avec un certain succès – en termes d'opinion davantage que de politiques extérieures, car la construction de la CEE contribue aussi à figer les blocs - la lente réintégration de « l'autre Europe » dans une carte mentale unique s'opère au détriment de l'espace soviétique.

Pourtant, la reprise des contacts officiels dans les domaines touristiques, économiques et culturels entraîne une porosité croissante des espaces politiques. L'URSS post-stalinienne peut mener avec succès une double politique de répression interne et de respectabilité extérieure, mais cette dernière l'empêche de conduire contre les émigrations des opérations aussi brutales que les enlèvements d'officiers blancs dans les années 1930, les rapatriements forcés de l'immédiat après-guerre ou les assassinats de dirigeants de la NTS ou de l'émigration ukrainienne perpétrés par le KGB en Allemagne et en Autriche dans les années 1950<sup>15</sup>. Les circulations de touristes ou d'étudiants, les bonnes relations diplomatiques facilitent l'arrivée clandestine en Europe de la littérature clandestine<sup>16</sup>. Le début en 1972 des négociations de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), initiées on le sait par l'URSS pour fixer les frontières issues du Second conflit mondial et sécuriser le « bloc de l'Est », ouvre en réalité la boîte de Pandore du combat pour les droits de l'homme et permet la réussite de mobilisations transnationales plus anciennes.

### **Représenter, proposer, agir : la victoire paradoxale de mobilisations transnationales inédites**

Ces évolutions nationales et internationales permettent de comprendre les évolutions contrastées des trois modes d'action politique de l'émigration soviétique en Europe : organisations propres, intégration à une action transnationale, et insertion dans des réseaux d'influence intellectuels informels. La nébuleuse des mouvements et partis politiques

---

<sup>14</sup> Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945* Paris, PUF, 2002.

<sup>15</sup> Cf. Christopher Andrew, Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest. Les archives Mitrokhine*, Paris, Fayard, 2000.

<sup>16</sup> Cf. sur ces circulations l'étude détaillée de Ioana Popa, *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, Paris, CNRS Editions, 2010.

souhaitant représenter l'émigration en provenance d'URSS après 1945 reste peu étudiée. Il apparaît cependant clair qu'à la perpétuation des anciennes fractures politiques vient s'ajouter l'échec de la fusion politique des générations, à l'exception notable de la NTS, qui parvient à trouver des leaders chez les nouveaux arrivants et à implanter un réseau d'organisations nationales actives. La faiblesse de l'écho de son action dans les sociétés européennes vient cependant tempérer la réussite de ce passage de témoins. Pas plus que les monarchistes ou que les socialistes non bolcheviks, devenus inaudibles après 1945 face au marxisme-léninisme dans sa version soviétique, le projet solidariste d'une « Fédération russe sociale et démocratique » pour une URSS débarrassée du communisme ne parvient à trouver de correspondance dans les partis ou syndicats français, allemands, britanniques ou italiens. Le transfert politique ne se fait pas. La réforme intérieure de la Russie et des Républiques soviétiques n'est pas une question d'actualité avant les années 1970, où elle est portée dans une certaine mesure par les dissidents de l'intérieur, devenus pour une petite partie les émigrés de la « troisième vague ». Mais même alors, cette parole ne passe pas par l'émergence d'une organisation politique propre.

Les émigrés d'URSS ont-ils alors renoncé à s'investir dans ce type d'action collective, pour privilégier, comme dans les années 1920 et 1930, la défense d'une identité religieuse ou culturelle ? On peut penser que la lassitude ou la résignation – citons par exemple le bilan pessimiste du dirigeant de la NTS Youri Bruno en 1977 sur « le double standard, l'espoir aveugle, le désir dominant d'un apaisement à tout prix » des Européens<sup>17</sup> - se combinent aux effets de naturalisation, difficiles à estimer précisément du fait que les Russes devenus citoyens européens deviennent beaucoup moins visibles que leurs homologues américains. En France particulièrement, les origines russes blanches, le passé soviétique apparaissent comme un handicap davantage qu'une force dès lors qu'il s'agit de porter une expertise sur le régime soviétique. Il faudrait s'interroger plus avant sur une stigmatisation qui touche beaucoup moins les émigrés d'Europe centrale et orientale, dont l'expérience d'un régime socialiste est largement valorisée, que ce soit dans les milieux intellectuels ou gouvernementaux. Citons par exemple le parcours de Constantin Melnik, fils d'un ancien médecin du Tsar, cantonné malgré lui à l'action parapolitique du renseignement<sup>18</sup>. En deçà même d'une influence politique directe, l'information sur « la vérité » soviétique, le combat contre la propagande qui reste l'enjeu clé qu'il avait été dans l'entre-deux-guerres, peine à être portée par de nouveaux centres de documentation et de nouveaux médias. On aurait du mal à trouver en France, et en

<sup>17</sup> Youri Bruno, *Le NTS dans la lutte contre le totalitarisme soviétique*, Paris, CEPEC, 1977.

<sup>18</sup> Constantin Melnik, *Un espion dans le siècle. La Diagonale du double*, Paris, Plon, 1994.

Europe, Allemagne exceptée, l'équivalent des grandes bibliothèques américaines mobilisant des personnalités de premier plan tel Boris Nikolaevski, ou d'un Nicolas Nabokov ou d'un Boris Shub, utilisant ouvertement leurs compétences d'émigrés russes au service respectivement du Congrès pour la liberté de la culture en 1950 et de *l'American Committee for Liberation from Bolshevism* (Amcomlib), fondateur de Radio Liberty en 1953<sup>19</sup>.

Le fractionnisme de l'émigration, la faiblesse de son inscription politique en Europe a pu alors pousser une partie de ses élites à rejoindre un combat transnational propre à inclure la cause russe ou soviétique dans un enjeu plus vaste. Aux lendemains de la guerre, une partie des mouvements européistes d'inspiration chrétienne rencontre les réseaux anticommunistes, tel le Comité européen et international Paix et Liberté et mobilise, en Allemagne tout au moins, des émigrés de la deuxième vague. Mais très vite, la construction européenne éloigne toute perspective d'intégration de la Russie. Quant au syndicalisme chrétien, qui soutient à ses débuts un certain nombre d'initiatives de l'émigration (avec le lancement à Paris de l'hebdomadaire *La pensée russe* en 1947), il s'éloigne de l'anticommunisme dans les configurations politiques nationales des années 1960-1970<sup>20</sup>. Les opinions européennes sont certes gagnées à la critique du socialisme stalinien, mais sur les bases larges d'un renouvellement du socialisme, en Europe ou hors d'Europe et non d'un anticommunisme perçu comme l'instrument des États-Unis.

Nouveau centre politique des émigrations issues de l'URSS, les États-Unis ont été dans les années 1950 à l'initiative de réseaux d'influences et d'organisations anticommunistes mobilisant avec succès les émigrés au service de la croisade américaine de Guerre froide, que ce soit le Congress for Cultural Freedom puis la Fondation pour une entraide culturelle européenne, le *National Committee for a Free Europe* suscité et financé par l'administration Truman<sup>21</sup>, ou l'Amcomlib. Ce modèle entre en crise dès la Détente, plus encore dans les années 1960-1970, du fait de liens rendus publics avec la CIA, de la relecture critique du recrutement d'anciens collaborateurs ou de membres du NSDAP. Aux tensions persistantes parmi les exilés soviétiques vient s'ajouter l'échec d'une rencontre entre ces derniers et les émigrés d'Europe centrale et orientale. Le fonctionnement de Radio Liberty et Radio Free Europe est éloquent. Si l'objectif des organisations émigrées comme des contributions

<sup>19</sup> Arch Puddington, *Broadcasting freedom : the Cold War triumph of Radio Free Europe and Radio Liberty*, The University Press of Kentucky, 2000 ; Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975)*, Paris, Fayard, 1995.

<sup>20</sup> Enrico Bertelli, *Russkaja mysl', Parigi e l'emigrazione russa 1947-1950*, Tesi di Laurea, Università degli Studi di Padova, 1997.

<sup>21</sup> Cf. Justine Faure, « Croisade américaine en 1950 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 1/2002 (n° 73), p. 5-13.

individuelles au réseau anticommuniste américain était d'ébranler le régime soviétique, ou du moins de créer les conditions politiques, le programme puis l'émergence publique d'une opposition émigrée antisoviétique unifiée, l'échec semble patent.

C'est par le biais de l'action culturelle, et non de la politique, que les émigrations russes et soviétiques tentent de ne pas dissoudre complètement leur présence. L'obstacle – déjà présent dans l'entre-deux-guerres -, d'un repli sur la langue russe restait fort malgré les tentatives de publications multilingues de la NTS ou de l'ABN. Les réflexions et l'information de qualité portées en France par *La pensée russe* ou les éditions YMCA Press, en Allemagne par la revue *Possev* et les éditions Grani demeuraient ainsi confidentielles. Or le défi fondamental de la traduction est enfin surmonté. La littérature, les essais, les témoignages dénonçant la répression politique en URSS connaissent un élan de publication européen sans précédent dans les années 1970 et 1980, du fait de la constitution de réseaux, cette fois informels, fusionnant dans un milieu franco-russe universitaires et éditeurs, avec bien souvent un passage de relais générationnel, familial, ou de maître à élève. Ces réseaux de médiateurs qui viennent à la politique en partant du rayonnement de la culture russe ne sont guère perméables à l'émigration ukrainienne, balte ou caucasienne. Ils entretiennent en revanche des relations renouvelées avec les exilés des démocraties populaires, par la transmission de leur expérience des circulations clandestines, par des actions et publications communes, par exemple au sein des revues *Contrepoint* ou *Kontinent*.

Perçu comme inédit, légitime, du fait qu'il provient d'une dissidence intérieure à l'URSS et non d'une émigration anticommuniste (même si l'influence des radios ou des publications envoyées en URSS par les organisations d'initiative américaine a pu être significative), cet afflux de publications se heurte toujours à la difficile réception d'un message critique du régime soviétique qui ne soit pas immédiatement assimilé à un anticommunisme généralisé. Il faut souligner cet autre obstacle qu'est une diffusion cantonnée aux livres, aux revues - ou aux colloques universitaires, tel le colloque de soutien aux dissidents tchécoslovaques et soviétiques à Paris en 1974. L'écrit reste nécessaire, mais n'est plus suffisant à une époque où la télévision commence à faire la loi médiatique. Or une dynamique européenne d'opinion fait apparaître au premier plan médiatique la dissidence soviétique dans la deuxième moitié des années 1970 et dans les années 1980.

Comment l'expliquer ? Tant les réseaux anticommunistes de guerre froide que les organisations politiques de l'émigration avaient martelé le thème de la « liberté », avaient porté une réflexion sur les valeurs (même si l'émigration en provenance d'URSS avait significativement peu participé au débat sur la notion de totalitarisme, contrairement aux

exilés d'Europe centrale et orientale), et avaient enfin contribué à la maturation de la question de la culture, non seulement porteuse d'un message politique – au sens de l'écrivain ou de l'artiste engagé – mais dont la liberté de production devenait un enjeu des relations internationales. Cette question, posée dès la conférence de Genève en 1955, avait pu trouver des relais ponctuels, qu'on songe par exemple au « saut vers la liberté » du danseur Rudolf Noureev en 1961. Mais c'est seulement au milieu des années 1970 que cette évolution se conjugue, dans le contexte international nouveau des négociations de la CSCE, avec l'internationalisation de l'agenda de la défense des droits de l'homme et des libertés individuelles<sup>22</sup> – les campagnes anti-apartheid, la montée en puissance d'organisations comme Amnesty International qui parrainent systématiquement ensemble des détenus des pays communistes, d'Europe occidentale (Grèce ou Portugal) et des militants anticoloniaux, enfin avec la médiatisation des violences communistes en Asie du Sud-Est et le phénomène des « boats-people ». La dissidence soviétique sait, avec Andreï Sakharov, mais peut-être surtout avec Soljenitsyne qui, pour la première fois, parle directement dans les médias aux opinions européennes, se « désingulariser » et faire de la liberté d'expression et de circulation, et de la culture prise en un sens très large, un enjeu fédérateur, du moins en termes d'image à l'étranger. Elle laisse à l'arrière-plan les questions très conflictuelles du régime politique souhaitable pour l'Union soviétique et des relations entre cultures russe et occidentale<sup>23</sup>. La large réception d'un message critique de l'URSS, passant par les témoignages sur la répression des libertés, touche alors une opinion européenne dans un éventail politique qui va des droites aux nouvelles gauches antistaliniennes et anticolonialistes<sup>24</sup>. Ainsi se trouve surmonté le particularisme d'une émigration, qui n'est plus perçue comme uniquement « russe » ou même « soviétique » et donc non européenne, et sort du bipolarisme communisme/anticommunisme en participant d'un combat universel.

## **Bibliographie choisie**

### Périodiques, sources, mémoires

*Russkaja Mysl', Kontinent, ABN Correspondance, Possev*

Bruno, Youri, *Le NTS dans la lutte contre le totalitarisme soviétique*, Paris, CEPEC, 1977.

<sup>22</sup>Jean Quataert, *Advocating dignity : human rights mobilizations in global politics*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2009 ; Sarah Snyder, *Human Rights Activism and the End of the Cold War: A Transnational History of the Helsinki Network*, Cambridge University Press, 2011.

<sup>23</sup> Cf. Cécile Vaissié, « Le combat des dissidents de Russie en Occident » in A. Marès (dir.), *Intellectuels de l'Est exilés en France*, op. cit., p. 143-155 et Michel Aucouturier, « Un dissident de la dissidence. A. Siniavski et la revue Syntaxis », *ibid.*, p. 157-164.

<sup>24</sup> Kim Christiaens, « Inspirées par le Sud ? Les mobilisations transnationales Est-Ouest pendant la guerre froide », *Vingtème Siècle. Revue d'histoire* 1/2011, n° 109, p. 155-168.

Goul, Roman, *Ja unës Rossiju. Apologija émigracii*, New York, Most, 1981-1984.

Sakharov, Andreï, *Mémoires*, Paris, Le Seuil, 1990.

Slavinsky Michel, *Commandos de la liberté à Moscou*, Paris, Albatros, 1977.

Stolypine Arcadi, *De l'empire à l'exil : avant et après 1917*, Paris, Albin Michel, 1996.

### Ouvrages

Andrew Christopher, Mitrokhine Vassili, *Le KGB contre l'Ouest. Les archives Mitrokhine*. Paris, Fayard, 2000.

Berghan, Volker, *America and the Intellectual Cold Wars in Europe*, Princeton University Press, 2001.

Bertelli Enrico, *Russkaja mysl', Parigi e l'emigrazione russa 1947-1950*, Tesi di Laurea, Università degli Studi di Padova, 1997.

Caute, David, *The Dancers defects. The Struggle for Cultural Supremacy during the Cold War*, Oxford University Press, 2003.

Cœuré, Sophie, Dullin, Sabine, (dir.), *Frontières du communisme. Mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, Paris, La Découverte, 2007.

Dufoix, Stéphane, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945* Paris, PUF, 2002.

Faure, Justine, Kott, Sandrine (dir.), dossier « Le bloc de l'Est en question », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 1/2011, n° 109.

Fassmann Heinz, Münz Rainer, « La migration d'Est en Ouest en Europe (1918-1993) », *Revue européenne de migrations internationales*, 11-3, p. 43-66.

Furet, François, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste en France au XXe siècle*, Paris, R. Laffont, 1995.

Gomart, Thomas, *Double détente : Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

Gorboff, Marina, *La Russie fantôme: l'émigration russe de 1920 à 1950*, Paris, l'Age d'Homme, 1995.

Gousseff, Catherine, *L'exil russe, 1920-1939. La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS Editions, 2008.

Grémion Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme. Le congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975)*, Paris, Fayard, 1995

Grémion, Pierre, « La réception des dissidences à Paris » in Anne-Marie Le Gloanec, Aleksander Smolar (dir.), *Entre Kant et Kosovo, Etudes offertes à Pierre Hassner*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

Juravlev Valeri (dir), *Obšestvennaja Mysl' Russkogo Zarubeža*, Moscou, Rosspen, 2009.

Krauss, Charlotte, Victoroff, Tatiana, (dir.), *Figures de l'émigré russe en France au XIXe et XXe siècle. Fiction et réalité*, Amsterdam- New York, Rodopi, 2012.

Lazar, Marc, *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002.

- Ludwig, Bernard, « Le Comité européen et international Paix et Liberté. « Internationale » ou réseau de l'anticommunisme ? (1950-1970) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°20-2004.
- Marès, Antoine, (dir.), *Intellectuels de l'Est exilés en France*, Paris, Institut d'études slaves, 2011.
- Nivat, Georges, « Exil russe dans la nuit européenne », *Russie-Europe: la fin du schisme : études littéraires et politiques*, Paris, l'Age d'Homme, 1993.
- Okorokov, V. *Russkaja Emigratsija. Političeskie, Voенno-Političeskie i Voinskie Organizatsii 1920-1990 gg*, Moscou, Institut Polititčeskogo i voennogo analiza, 2003
- Peretz, Pauline, *Le combat pour les Juifs soviétiques (1953-1989)*, Paris, Armand Colin, 2006.
- Pivovar, Efim, *Rossijskoe zarubež'e*, Moscou, RGGU, 2008.
- Popa, Ioana, *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, Paris, CNRS Editions, 2010.
- Pouvreau, Ana, *Une Troisième Voie pour la Russie*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Puddington, Arch, *Broadcasting freedom : the Cold War triumph of Radio Free Europe and Radio Liberty*, The Universit Press of Kentucky, 2000.
- Quataert, Jean, *Advocating dignity : human rights mobilizations in global politics*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2009.
- Rey, Marie-Pierre, *La tentation du rapprochement France et URSS à l'heure de la détente, 1964-1974*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991.
- Snyder, Sarah, *Human Rights Activism and the End of the Cold War: A Transnational History of the Helsinki Network*, Cambridge University Press, 2011.
- Struve, Nikita, *Soixante-dix ans d'émigration russe, 1919-1989*, Paris, Fayard, 1996.
- Van Oudenaeren, John, *Detente in Europe: The Soviet Union and the West since 1953*, Durham, Duke University Press, 1991.